

COMMUNIQUÉ

Face à la situation que traverse le pays actuellement, mêlant chaos, violence, absence de gouvernement et morts, perpétrées par des bandes criminelles et terroristes qui profitent du droit légitime de manifestation d'un peuple historiquement négligé, nous mettons en pause notre travail de chiffonniers d'Emmaüs pour exercer notre droit de parole tout en restant fidèles aux valeurs de solidarité et de respect de la vie qui nous sont chères et qui nous poussent à nous exprimer en ces moments de crise politique nationale.

La situation dégénère en raison d'une lutte de pouvoir entre les groupes récalcitrants de droite et de gauche. Cette lutte ne tient pas compte du chaos que le peuple vit jour après jour, retarde les projets de grande envergure dont le pays a besoin et affecte les plus pauvres qui vivent de leur travail quotidien, basé sur l'économie informelle, que l'État regarde avec indifférence.

Des tendances obscures profitent de cette tourmente pour faire valoir leurs recommandations illégales, qui relèvent d'ailleurs de l'absence de gouvernement.

Depuis plus de 30 ans, nous sommes submergés par la corruption, un mal endémique transmis de génération en génération, qui nuit aux futures générations et freine toute possibilité de développement pour les citoyens de notre pays.

Le système n'a pas fonctionné. Différentes tendances ont été au pouvoir, comme la droite, le centre indépendant et, dernièrement, la gauche. À chaque fois, cela s'est traduit par des faits de corruption, des mauvaises pratiques gouvernementales et une manipulation politique, qui ont faussé les processus électoraux et dénaturé les gouvernements.

Aujourd'hui, nous subissons une crise gouvernementale et les partis politiques ainsi que leurs dirigeants sont par conséquent discrédités. La société dans son ensemble a perdu foi et espoir en nos hommes politiques actuels qui répondent, pour la plupart, à des intérêts particuliers et subalternes.

C'est pourquoi il est urgent d'organiser de nouvelles élections et de fermer le congrès. La rue est plongée dans une crise sociale et politique, marquée par l'affrontement de deux camps avides de pouvoir qui génèrent chaos et vandalisme.

La Fédération Emmaüs Pérou se déclare contre tout acte de violence. Nous sommes en effet un mouvement qui promeut la paix et les stratégies de lutte contre la pauvreté, qui aide les plus vulnérables et surtout qui respecte l'être humain, axe principal de nos actions, politiques, sociales ou économiques.

C'est pour cela que nous prenons la parole pour déclarer :

Nous ne soutenons pas la violence et nous déplorons les morts des citoyens, policiers et forces armées !

Nous appelons à un dialogue national pour la paix entre toutes les forces et tous les mouvements sociaux du pays.

Nous respectons les manifestations, en tant qu'outil pacifique et légitime, comme le stipule notre constitution, pour que les organisations sociales exercent leurs revendications. Mais, en raison de l'expérience que nous vivons actuellement, nous suggérons la plus grande vigilance face aux

infiltrations violentes qui provoquent morts et destruction dans notre cher pays. Nous demandons que ces revendications ne soient pas manipulées ou déformées par les puissances obscures du pays dans le but de mener à bien leurs programmes tendancieux.

Nous publions donc ce communiqué afin d'exprimer le sentiment de tous les Péruviens et des citoyens respectables, dans l'espoir d'entreprendre un processus de réconciliation dans le pays, basé sur le respect, la solidarité et l'amour du peuple.

Cordialement,

Águilas Emaús
Emaús San Agustín
Fundación Cuna Nazaret
Emaús Villa El Salvador

24 janvier 2023

Pérou